



**En grève dès le mardi 2 avril,
Non au choc des savoirs,
Oui au choc des salaires et des moyens pour l'École publique !**

Les arrêtés et décrets publiés le 17 mars et la note de service du 18 mars confirment nos analyses : il s'agit bien d'organiser des groupes de niveau, donc de trier les élèves ce qui va inévitablement creuser les inégalités, comme l'a montré la recherche. C'est bien une École du tri social que Nicole Belloubet et Gabriel Attal mettent en place. Derrière la promesse d'une plus grande flexibilité, ce sont en réalité des contraintes d'organisation et pédagogiques qui vont lourdement fragiliser notre liberté pédagogique et de casser la relation forte et continue avec les classes et les élèves. C'est bien le cœur de notre métier qui est attaqué.

Depuis des mois, les personnels se mobilisent contre les groupes de niveaux. Grèves les 1er et 6 février, actions locales, vote contre en CSE, réunions publiques avec les parents d'élèves, opération collèges morts... **nos organisations ont impulsé une campagne qui fait bouger les lignes** : nous avons mené avec force et détermination la bataille des idées sur les groupes de niveau, rassemblant une partie de la profession et des parents d'élèves dans la mobilisation. Le gouvernement est fébrile et en vient à passer en force, en publiant des textes au mépris de l'avis de la profession. Inacceptable et irresponsable ! **Mais cette fébrilité montre que notre action n'est pas sans effet : c'est donc maintenant qu'il faut amplifier la mobilisation pour gagner !**

A travers le « Choc des savoirs », le gouvernement cherche à imposer un modèle d'École, du collège au lycée, qui vise à faire sortir de l'École publique, le plus tôt possible et à chaque étape de leur scolarité, les élèves des classes populaires. En érigeant l'uniforme et le SNU au rang de priorités politiques et budgétaires, le gouvernement fait un choix clair : celui d'une École du tri social, d'une École passiviste et conservatrice. En supprimant les postes et en refusant de donner les moyens nécessaires pour fonctionner, le gouvernement fait le choix de l'austérité. Nous portons une toute autre ambition pour la jeunesse !

Un plan d'action dans la durée pour gagner !

Nos organisations syndicales parisiennes, CGT éducation, SNES, snFOlc, SUD éducation et CNT, appellent donc à amplifier la mobilisation :

- **par la grève les 2, 3 et 4 avril** : pour l'abandon des mesures « Choc des savoirs », pour exiger une revalorisation salariale sans contreparties et des moyens pour l'École publique ;
- **par la manifestation le mardi 2 avril à 14h** au départ du RER Luxembourg ;
- **par un rassemblement le jeudi 4 avril devant le rectorat de Paris** à 9h30 ;
- **par des campagnes d'information** à destination des personnels et des familles : heures d'informations syndicales, AG et réunions publiques.

Nos organisations appellent à mettre en débat les suites de l'action et à se réunir en **AG parisienne le mardi 2 avril à 17h** à la bourse du travail de Paris (salle Léon Jouhaux, annexe Turbigo) puis en **AG régionale à 18h le même jour** (salle Croizat, rue du Château d'eau). **Elles soutiendront toutes les reconductions de la grève** : c'est bien en l'inscrivant dans la durée par plusieurs jours de grève consécutifs, que la mobilisation sera victorieuse.

**Nous ne trierons pas nos élèves !
Toutes et tous en grève dès mardi 2 avril,
Inscrivons l'action dans la durée.**